

✘ L'avènement progressif de la guerre de position, dont il faut rappeler qu'elle commence progressivement dès septembre 1914 sur le front d'Alsace avant de s'étendre vers l'Ouest et le Nord, est généralement et légitimement considéré comme marquant le triomphe d'une guerre du matériel, dont l'extraordinaire croissance de l'artillerie et les pertes qu'elle cause restent à bien des égards le symbole, au moins dans le souvenir collectif.

A une telle échelle, de la frontière suisse à la mer du Nord, elle constitue un cas tout à fait atypique dans l'histoire. Jamais des armées n'avaient été bloquées aussi longtemps sur quelques sept cents kilomètres, et aucun autre exemple n'a été connu depuis. Cependant, même pour la Grande Guerre, encore faut-il relativiser : le front continu organisé, tel que les Français, les Britanniques, les Belges et les Italiens le connaissent jusqu'au printemps 1918 et tel qu'il est entré dans la mémoire des peuples, reste propre aux fronts occidentaux. À l'est du continent, l'immensité des espaces, les effectifs cumulés, les moyens disponibles et la topographie ne facilitent pas un aménagement défensif du terrain porté à ce niveau de développement et de complexité, sauf en certains points particuliers. De larges espaces de manœuvres restent disponibles et les vastes mouvements offensifs y sont une réalité jusqu'en 1917 et au retrait de la guerre de la Russie bolchevique. Même sur le front de Salonique, où un relief extrêmement montagneux favorise la défensive, le front ne se fige jamais totalement et, de l'ouest de Monastir au nord de Koritza, une vaste zone reste libre pour la manœuvre des armées. Peut-être, même, n'est-il resté à peu près stable que du fait de l'incapacité des Occidentaux à y conduire une offensive majeure et de la volonté des Centraux à bloquer tout simplement leurs ennemis en Grèce du Nord. Tout au plus retrouve-t-on une organisation du terrain identique sur la péninsule de Gallipoli pendant l'année 1915, mais il s'agit là d'aménagements défensifs éphémères et qui ne s'étendent que sur quelques dizaines de kilomètres.

Il s'agit donc bien d'une particularité du front occidental, qui s'explique d'abord par le quasi-équilibre des puissants effectifs engagés, l'extrême puissance des organisations défensives et une puissance de feu pratiquement égale de part et d'autre. La situation est si inattendue sur un front d'une telle ampleur que les contemporains reprennent l'ancienne formule de « guerre de siège », dont le Dictionnaire militaire d'avant-guerre précise, avant de la détailler sur plusieurs pages, qu'il s'agit de « *l'ensemble des opérations entreprises autour d'une place forte pour s'en rendre maître* »^[1], définition on ne peut plus classique qui témoigne à la fois d'une réalité et d'une incompréhension. Mais aussi définition peu satisfaisante, car dans ce cas quelle serait la place forte assiégée ? L'empire allemand ? Au regard de sa superficie, de sa population et de ses ressources, le « siège » pouvait effectivement durer longtemps...

Si les deux alliances en lutte sont confrontées à la même situation, la difficulté est sensiblement supérieure pour les Alliés franco-britanniques puisque les Allemands (et quelques artilleurs austro-hongrois que l'on oublie souvent) occupent en tout ou partie la Belgique et une dizaine de départements français du Nord-est et qu'il leur est, « simplement », nécessaire de tenir le terrain. Pendant le repli consécutif à la bataille de la Marne, ils ont naturellement choisi de s'arrêter sur des hauteurs afin de bénéficier de positions favorables : « *En face de nous, les Allemands occupent le plateau qu'ils ont couronné de tranchées ; nous en tenons les abords à mi-pente et nous sommes là un peu comme un chat accroché à une gouttière. Les petites*

vallées qui creusent le plateau et dont nous occupons les fonds nous exposent à des feux concentriques : sur notre droite, du côté de La Ville-aux-Bois, la ligne boche nous prend en écharpe. A dos, nous avons l'Aisne et son canal latéral, les ponts sont sous le feu des batteries ennemies. Bref, la situation est délicate »^[2].

Au plan tactique, les Centraux sont indiscutablement en situation très favorable. Dès octobre 1914, les premières observations sur les caractéristiques nouvelles de la guerre sont rédigées, transmises au Grand Quartier Général ou communiquées aux autorités politiques. C'est sans doute Foch qui, le premier, au terme de la 'course à la mer', synthétise dans un courrier adressé à Joffre le 19 novembre les enseignements des récents combats et insiste sur « *la nécessité pour nous d'organiser l'offensive contre des positions fortifiées, c'est-à-dire une puissante guerre de siège* ». Pétain, durant l'entre-deux-guerres, revient sur l'analyse qu'il faisait à la fin de la même période : « *C'en est fini de l'époque glorieuse où les combattants osaient encore s'affronter à visage découvert, où l'audace et les réactions spontanées laissaient à la lutte son caractère d'improvisation : les leçons du feu ne peuvent plus être méconnues ... Le matériel prendra une place de plus en plus considérable* »^[3].

L'expression est prononcée depuis longtemps, elle a fait florès. La guerre du matériel s'impose aux soldats et à leurs chefs. A partir de l'automne 1914, se multiplient ainsi, chez les responsables civils comme dans le monde militaire et à tous les niveaux hiérarchiques, les analyses et les commentaires sur la problématique du front continu. Les propositions pour sortir du cercle vicieux de la guerre de position qui s'est installée à l'échelle continentale sont multiples et traduisent la diversité des préoccupations des intervenants, en fonction de leur position hiérarchique et de leurs responsabilités particulières. Trois niveaux se distinguent : celui des hommes politiques et des diplomates, qui envisagent très tôt un élargissement de l'Entente et l'ouverture de fronts extérieurs ; celui du Grand Quartier Général, qui raisonne au niveau du théâtre d'opérations, à l'échelle du front de France en intégrant les problématiques continentales ; et celui du commandement de contact et des poilus sur le terrain, nécessairement limité au secteur de responsabilité des uns et des autres et aux caractéristiques de leur zone spécifique d'engagement. Ponctuellement, les trois niveaux se complètent et s'interpénètrent, mais ils peuvent aussi s'opposer ou être contradictoires. Paradoxalement, pourtant, ces initiatives, différentes mais qui participent toutes de la même recherche de la rupture du front allemand, sont peu étudiées sous cet angle. On compte, bien sûr, de très nombreux livres sur tel ou tel événement particulier ; les offensives de 1915, 1916 et 1917 sont analysées une à une ; les débats politiques et/ou militaires sur « la conduite de la guerre » (terme générique) ont fait l'objet de publications, tout comme les négociations diplomatiques ou les conséquences techniques et industrielles de cette situation. Pourtant, il n'existe pas à notre connaissance d'ouvrage d'ensemble abordant la question dans sa globalité, sous l'angle essentiel de cette rupture toujours recherchée des lignes ennemies. Au fil des lectures, le discours est sérié, séquencé, divisé en une multitude de thématiques différentes, comme s'il ne s'agissait pas *in fine* de la seule question de fond à laquelle, selon leurs places, leurs rôles et leurs responsabilités, s'efforcent de répondre tous les acteurs de cette Première Guerre mondiale.

Après les échecs de la bataille des frontières et la victoire défensive de la Marne, le front se fige donc progressivement d'est vers le nord-ouest, des Vosges en Lorraine, en Champagne et

en Picardie, jusqu'à la mer du Nord. L'insuccès des manœuvres réciproques d'enveloppement en remontant vers les Flandres, connues sous le nom de 'course à la mer', et la résistance opiniâtre des Occidentaux sur l'Yser, se clos sur l'organisation défensive de l'ensemble du front, d'abord mise en œuvre par les armées allemandes. Pour l'immense majorité des responsables civils et militaires, il s'agit d'une surprise et le colonel Buat, au cabinet du ministre de la Guerre, constate : « *La guerre ! Est-ce bien la guerre que nous avions tous compté faire ? Sauf au nord, entre Dixmude et Armentières, nous voilà revenus à Sébastopol, avec tous les moyens de la guerre de siège, avec tous les procédés que la défense peut mettre en œuvre pour faire obstacle à la progression de l'assaillant* »^[4].

Le « *retour à Sébastopol* », mais sur plusieurs centaines de kilomètres et sans possibilité d'agir par les ailes. Lorsqu'ils découvrent les premières tranchées ennemies pendant la poursuite de la Marne à la mi-septembre 1914, les Français sont d'ailleurs assez admiratifs : « *Les Allemands sont de fameux remueurs de terre. Tous nos officiers font voir ce travail à leurs hommes. La leçon ne devrait pas être perdue* »^[5].

Cette situation nouvelle pose aux Alliés, et plus particulièrement aux Français sur le sol desquels se déroulent l'essentiel des combats du front occidental, un problème militaire apparemment insoluble : comment déloger un ennemi puissamment enterré et retrouver des capacités de manœuvre pour libérer les départements occupés, puis porter la guerre chez lui jusqu'à la victoire ? A partir de décembre 1914, toute la société française, à l'avant comme à l'arrière, des poilus aux généraux, des politiques aux diplomates, des industriels aux journalistes, se pose une unique et lancinante question : comment rompre le front continu ?

La compréhension de cette situation nouvelle n'interdit pas pour autant que l'idée, l'espoir, d'une guerre sinon courte, du moins qui puisse être terminée victorieusement à horizon visible, reste très majoritairement présente dans l'esprit de tous les décideurs, civils et militaires, dans les propos des publicistes et commentateurs de l'actualité aussi bien que parmi les poilus et leurs familles qui espèrent. En août 1914, deux semaines après la déclaration de guerre, un jeune conscrit qui assiste au départ pour la métropole des unités indigènes écrit à son père d'Afrique du Nord : « *Ici, presque tous nos convois sont attaqués par des djiehs. A Tazer nous avons eu 25 tués et 50 blessés au nombre le colonel commandant les spahis. Le passage des troupes s'est terminé hier, avec le taboz marocains tirailleurs ... Ce que je commence à languir ici, quand partirons-nous ? Nous ne comptons pas avant novembre, si tout marche bien. J'aimerais mieux 6 mois en France que 3 ici* »^[6].

De tels propos se retrouvent pendant de longs mois, parfois jusqu'à la fin de l'année 1915. En fait, extrêmement rares sont avant la guerre les théoriciens, auteurs ou journalistes qui exprimaient une forme de doute sur l'inévitable relative brièveté du futur conflit. Pour les industriels, une guerre longue interromprait de façon dramatique la production et les flux du commerce international, entraînant la ruine des belligérants ; pour les financiers aucun Etat n'est en mesure, au regard du coût des conflits modernes, de soutenir une guerre plus de quelques mois ; pour les politiques, la question de la stabilité sociale du pays est posée et nul n'ose imaginer comment pourrait réagir la population confrontée à de longues privations. Les militaires, immergés dans la société de leur temps, au carrefour de ces différents courants, sont en accord avec leurs contemporains, en France comme en Allemagne. Or seule la bataille

décisive, rapidement gagnée, peut permettre dans ce contexte d'obtenir la victoire. Le 1^{er} novembre 1914, Alexandre Ribot s'en étonne encore auprès du président Poincaré : « *Deux ans, deux ans ! croit-il donc que la guerre va durer deux ans ?* ». A la même époque, Louis Guiral rend compte de l'état d'esprit de ses camarades : « *Noël approchant, ils reportaient à Pâques, au printemps, l'époque de leur retour, sans oser prévoir ce qui l'amènerait, le précèderait* »^[7]. Le capitaine Orcel abonde dans le même sens : « *Aujourd'hui heureusement, les rôles sont sensiblement inversés et j'ai confiance qu'au printemps nous ferons de grandes choses. Mais pour cela il faut passer l'hiver et s'armer de courage et de quelques bons canons* »^[8] Comme l'exprime Georges-Henri Soutou, « *On ne comprit que lentement que la guerre allait vraiment durer, car elle avait changé de nature : jusqu'à la bataille de la Somme (automne 1916), et même jusqu'à l'échec de l'offensive Nivelle en 1917, on persista à Paris à escompter la percée décisive qui ramènerait au cas de figure de la guerre courte* »^[9].

Observons néanmoins que de nombreux changements surviennent entre 1915 et 1917, tant au point de vue doctrinal que sur le plan des matériels. Par adaptations successives à cette guerre que personne n'attendait sous cette forme, les concepts évoluent peu à peu, trop lentement certes au regard des chiffres de pertes, mais à une vitesse exceptionnelle au regard de l'ampleur de l'organisation à transformer : une armée de plusieurs millions d'hommes qu'il faut faire évoluer dans ses cadres de pensées, ses modes d'action et ses équipements. Or, changer les habitudes et les modes de raisonnement est, dans toute organisation importante, le plus difficile. Les premières adaptations apparaissent dès les premières semaines, au fil des échecs dont on tire les leçons de manière continue. Des premières directives du GQG sur les modalités que doit prendre une attaque, à la fin du mois d'août 1914, aux directives de Pétain sur la préparation de l'offensive en 1917 et à la conduite par Foch des opérations de l'été et de l'automne 1918, on constate une adaptation progressive et permanente.

Par ailleurs, cette idée selon laquelle il reste possible de rompre les lignes ennemies avec un effort « *suffisant* » n'a rien de spécifiquement parisienne ou française et on la retrouve chez tous les belligérants, au premier rang desquels les Alliés anglais, russes et italiens. En 1917, les Britanniques multiplient encore les tentatives dans les secteurs d'Arras, de Cambrai ou d'Ypres, sans que la concentration de moyens matériels, y compris les plus modernes comme les chars d'assaut, ne permette de rompre les lignes allemandes. En fait, personne, pas plus dans le monde militaire que dans la société civile, ne conçoit que la guerre puisse être gagnée à brève échéance en restant sur la défensive. Dès lors que l'on refuse l'idée d'une paix de compromis, la seule solution reste l'offensive. Le même sentiment émerge lentement chez les combattants de première ligne qui, tout en constatant que la situation est bloquée, ne désespèrent pas d'une victoire prochaine, en particulier grâce à l'allié oriental : « *Je ne compte ni les jours, ni les semaines qui me séparent du retour au foyer parce que le temps que durera encore cette campagne est l'inconnue du problème ; mais enfin je me dis que chaque semaine passée maintenant doit peser lourdement sur la destinée de chaque pays belligérant et, si l'on n'aperçoit pas encore la solution, on peut du moins l'espérer relativement proche. De deux choses l'une : ou bien l'Allemagne continuera à nous tenir en respect avec ses cinquante corps d'armée et elle sera écrasée par les Russes, ou bien elle dégarnira notre front pour se porter, trop tard, devant les Russes et alors ce sont les troupes franco-anglaises qui marcheront de l'avant* »^[10].

Ce véritable axiome d'un rôle majeur que pourrait jouer les armées du tsar dans la victoire finale est régulièrement entretenu par le monde politique et par la presse, et va se traduire très tôt pour le commandant en chef par une conception continentale de la conduite de la guerre, donnant naissance à une coopération renforcée des Alliés. En fait, chacun se rend bien compte que le conflit se prolonge sans horizon visible et prend peu-à-peu conscience qu'il peut encore durer de longs mois. Il faut donc imaginer les voies et moyens permettant de retrouver le mouvement, la manœuvre, la surprise, en un mot les opérations actives telles qu'elles sont très unanimement conçues et partagées. C'est, entre autre, pour éviter que cette situation ne perdure davantage que les grandes offensives de 1915, 1916 et 1917 vont être lancées sur les différents fronts. Il n'y a donc pas de particularisme français en la matière, ou plutôt les esprits évoluent sans doute plus rapidement dans l'armée française que chez ses voisins : se borner à condamner la primauté accordée à l'offensive relève davantage du débat moral de principe que de l'analyse tactique ou stratégique.

Rompre le front... Dans son étude de référence sur les transformations de l'armée française au cours de la Grande Guerre^[11], Michel Goya pose le débat à deux niveaux. Pour les chefs militaires, « *comment aller suffisamment vite pour réussir et exploiter la percée avant l'arrivée des divisions de renfort ennemies ? Comment concilier vitesse et absence de surprise ?* » ; tandis que pour les poilus et les officiers de contact, très pragmatiquement, la difficulté « *consiste à franchir des réseaux denses de fil de fer barbelé pour aller détruire les nids de mitrailleuses formant l'ossature de la défense* »^[12]. Les deux problématiques, pourtant si différentes, se rapportent bien à la même guerre et en constituent les deux facettes de la question centrale. De la base au sommet de la hiérarchie, cette unique question hante les esprits.

Rompre le front... On reste en effet étonné par le quasi-immobilisme de la ligne de feu pendant trois ans. Au fil des offensives successives, l'ampleur des mouvements ne dépasse pas quelques kilomètres, toujours péniblement gagnés. Or, ce qui n'est en 1915 qu'une question presque purement théorique pour les Allemands qui ont fait le choix de s'installer solidement en défensive à l'ouest pour pouvoir mener leurs opérations actives sur le front oriental, est pour les Français dont le territoire est en partie occupé une interrogation quotidienne. Il faut, dans le même temps, rechercher les formes les plus adaptées qu'une offensive de rupture des lignes ennemies pourrait prendre, ce qui est une question complexe mais essentiellement technique, et faire sien un nouvel état d'esprit, s'approprier de nouveaux modes de pensées, accepter une quasi révolution copernicienne dans l'art de la guerre tel qu'il était jusque là enseigné et promu. Comment parvenir à ouvrir une brèche suffisamment large et profonde dans les lignes ennemies pour pouvoir engager les réserves et retrouver des possibilités de manœuvre ? Mais aussi comment, dans cette attente, pouvoir préserver une ressource humaine de plus en plus rare et précieuse ? A cet égard, si le processus arrive à son terme en 1917, il est en réalité engagé dès la stabilisation des lignes, donnant naissance au cours de l'année 1915 à de premières manifestations concrètes. Au fil des mois et des années, de façon souvent empirique et sous la pression de l'activité ennemie, la doctrine, les matériels, les règles d'emploi évoluent. L'artillerie, les mitrailleuses, l'aviation, les gaz, les chars, parmi bien d'autres matériels spécifiques, viennent renforcer la protection et la puissance de feu d'une infanterie de moins en moins hégémonique au sein des armées mais qui, *in fine*, a toujours pour objectif de franchir les lignes allemandes.

Revenons un instant sur la question des témoignages, dont nous ferons un large usage au fil des pages qui suivent, souvent en les multipliant sur des thèmes proches. Si les archives et la documentation officielle permettent de reconstituer les événements, de définir la charpente, l'ossature d'un thème historique, seuls les récits personnels lui donnent de la chair et des muscles. Encore faut-il, pour que le « portrait-robot » ainsi reconstitué ne soit pas déformé, partiel (voire partial), que ces récits personnels soient variés, d'origines diverses, multiplient les approches et les regards.

En juillet 1916, au nord de Verdun, César Mélera note : « *Monotonie de la réserve de secteur. On entend, on voit un peu, et beaucoup de travers. C'est de là que l'histoire se fait* »^[13]. Chacun n'a effectivement conscience que de ce qui l'entoure. Telle est bien l'une des difficultés majeures de l'historien : savoir passer au crible de la critique scientifique les témoignages qu'il utilise. De nombreuses réflexions ont été conduites sur l'intérêt (qui ne fait aucun doute) mais aussi les limites des témoignages d'anciens combattants. Le plus important reste de pouvoir définir, en fonction de l'auteur, de sa formation antérieure et de ses idées personnelles, de sa connaissance du contexte, de sa position géographique et de son environnement proche au moment des faits, de la date de rédaction du témoignage par rapport aux événements, quel peut être le niveau de pertinence de telle ou telle observation. Idéal bien difficile à atteindre ! Et pourtant, l'ampleur du front est telle que le même jour, à la même heure, un soldat peut aller à la pêche en tenue débraillée près de Gérardmer et un autre se tasser dans son maigre abri sous les obus de Verdun. Or, puisque les deux disent vrai, quelle est donc la réalité de la guerre ? Dans la même bataille, les effectifs et les volumes de matériels divers mis en œuvre sont si importants qu'aucun individu, pas plus le chef parfois que le combattant de base toujours, ne peut matériellement avoir une conscience nette de ce qui se passe au-delà de son environnement immédiat. Le chef bénéficiera des comptes rendus qui lui parviennent des échelons subordonnés, le soldat de « *l'écho des popotes* ». Le chef analysera souvent les difficultés à l'aune de la mission reçue pour son unité, le soldat plus fréquemment à la hauteur des risques personnels encourus. Les deux témoignages sont importants, acceptables, nécessaires et leur complémentarité naturelle donne seule une perception aussi complète que possible de l'événement.

N'utiliser que les mémoires des généraux ayant exercé un commandement serait absurde, en nous renvoyant à une forme d'autojustification ou d'histoire officielle ; ne faire appel qu'aux souvenirs des simples combattants l'est tout autant, en réduisant la compréhension des opérations au seul niveau du ressenti individuel ; d'où la nécessité de multiplier, de croiser, de replacer dans leur contexte, de passer au crible de la critique ces indispensables (et innombrables) témoignages.

Enfin, prenons toujours soin d'éviter les anachronismes. Ne nous laissons pas influencer par « la suite » et « la fin » de l'histoire, que nous connaissons naturellement mais que par définition les contemporains ignoraient. Critiquer en 2016 les décisions prises en 1916 avec le regard et l'équipement intellectuel qui est le nôtre un siècle après les événements n'est pas le rôle de l'historien, d'où la nécessité de prendre en compte tout l'environnement des acteurs de l'époque, qui n'étaient pas nécessairement plus sots ou moins compétents que nous. Un seul exemple : le même officier général, qu'il s'agisse de Pétain, « *le défensif* », ou de Foch, « *l'offensif* », peut exprimer à l'occasion de différentes phases du conflit des points de vue qui

peuvent sembler différents, voire divergents, alors qu'ils ne sont en fait qu'évolutifs. C'est la contextualisation de chaque moment (situation politique, état des effectifs, dotations en matériels, attitude de l'ennemi, topographie, etc.) qui permet d'abord de constater la réalité et le rythme de ces évolutions, puis d'en évaluer la pertinence. Au-delà, pour raisonner sur l'attachement éventuel de l'un ou de l'autre à telle ou telle école de pensée, il est nécessaire d'en revenir au programme de son école de formation initiale, au déroulement de sa carrière, aux rapports qu'il entretient avec ses pairs, etc. Enfin, il convient de ne pas se laisser enfermer dans une notoriété souvent ultérieurement reconstruite et schématiquement présentée sous la forme d'une formule — éventuellement apocryphe — qui, dans le meilleur des cas, correspondait un moment particulier. C'est ainsi que le Foch des lendemains de l'offensive d'Artois en 1915 n'est déjà plus le même que le professeur de l'école de guerre auteur quinze ans plus tôt *Des principes de la guerre* ; de même que le cours d'infanterie de Pétain en 1911 ne comporte pas la formule « *le feu tue* » et que le troisième généralissime n'a jamais condamné l'offensive dans l'absolu.

L'objet de ce volume n'est pas d'établir une « *somme* » exhaustive sur cette question centrale de la rupture du front continu. D'autres travaux sont ici à conduire. Par contre, il est important, en cette année qui voit se multiplier les manifestations et commémorations liées au centenaire des batailles presque parallèles, ou au moins étroitement liées, de Verdun (défensive) et de la Somme (offensive), de proposer aux lecteurs une synthèse de la question, de proposer des pistes de réflexion, d'identifier des tendances lourdes qui traversent toute la guerre. Par choix, aucune bibliographie finale ne figure à la fin de ce livre : étant donné l'ampleur du sujet, il aurait été nécessaire d'inclure la quasi-totalité des milliers de titres publiés depuis la Grande Guerre. Par contre, chacun pourra se reporter utilement aux très nombreuses publications dont les références sont données au fil des pages.

Enfin, que les lecteurs veuillent bien prendre en compte l'ensemble de la démonstration et du raisonnement. Dans un conflit aussi complexe que la Première Guerre mondiale, il est important de pouvoir compter sur quelques points de repère clairement identifiés.

Rémy PORTE / INTRODUCTION

14-18 Editions (SOTECA), Saint-Cloud, 2016, 201 pages, 25,- euros

Cliquer [ICI](#) pour commander cet ouvrage

[1] *Dictionnaire militaire, encyclopédie des sciences militaires*, tome 2 – I à Z, Librairie militaire Berger-Levrault, Paris-Nancy, 1910, p. 2677.

[2] Gaston Pastre, *Trois ans de front. Belgique, Aisne et Champagne, Verdun, Argonne, Lorraine*, Presses universitaires de Nancy, 1991, 180 pages, p. 47-48.

[3] Préface à général Mordacq, *Pourquoi Arras ne fut pas pris*, Plon & Nourrit, Paris, 1934, 235 pages.

[4] Général Edmond Buat, *Journal, 1914-1923*, Perrin, Paris, 2015, 1481 pages, p. 79.

[5] Georges Veaux, *En suivant nos soldats de l'Ouest*, Imprimerie Oberthur, Rennes, 1917, 343 pages, p. 129.

[6] Yves Rauzier, *14-18... Quand on écrivait chaque jour*, TheBookEdition, Lille, 2015, 222 pages, p. 129.

[7] Louis Guiral, *'Je les grignote'... Champagne, 1914-1915*, Ed. Le Livre d'histoire, 2008 (rééd.), 210 pages, p. 46.

[8] Michèle Olivier-Poletti, *Le génie de mon grand-père. Le capitaine Orcel et la compagnie 8/4, août 1914-janvier 1916*, éditions Les presses du midi, Toulon, 557 pages, p. 175.

[9] Georges-Henri Soutou, *La grande illusion. Quand la France perdait la paix, 1914-1920*, Tallandier, 2015, p. 69.

[10] Michèle Olivier-Poletti, *Op. cit.*, p. 114.

[11] Michel Goya, *La chair et l'acier. L'invention de la guerre moderne (1914-1918)*, Tallandier, Paris, 2004, 479 pages.

[12] *Ibid.*, p. 274.

[13] César Méléra, *Verdun (juin-juillet 1916), la Montagne de Reims (mai-juin 1918)*, Rééd. Le Livre d'histoire, Paris, 2014, 123 pages, p. 41.